

Nouvelles locales du jeudi 09 janvier 2014

@rib News, 09/01/2014 | Education - AprÃs maintes lamentations des Ãtudiants finalistes de la facultÃ de droit Ã lâ€™universitÃ du Burundi comme quoi ils nâ€™obtiennent plus de documents administratifs dont ils ont besoin aprÃs la dÃmission du doyen et de son vice au sein de cette facultÃ, le Recteur de cette institution annonce que le professeur Pascal Rwankara a ÃtÃ nommÃ provisoirement doyen de cette facultÃ. Ainsi, Gaston Hakiza ajoute que dÃsormais, ces Ãtudiants seront servis. Il ajoute aussi que ce nouveau doyen ad intÃrim aura la tÃche dâ€™organiser des Ãlections pour quâ€™un autre doyen et son vice soient Ãlus pour cette facultÃ. [isanganiro/rtnb]

- Le professeur Joseph Ndayisaba, expert en Ãducation, trouve que le fait dâ€™accorder Ã la CNTB le droit de juger des Ãquivalences de diplÃmes des personnes qui rentrent au pays est contre nature. En effet, il trouve que le travail dâ€™Ãquivalence est purement technique et par consÃquent est diffÃrent du travail politique que la CNTB accomplit. Il demande que cette question soit traitÃe minutieusement par les services habilitÃs afin de tenir en compte tous les aspects normalement acceptables dans un tel travail tel que lâ€™Ãcole frÃquentÃe, les cours suivis, le cursus scolaire ou acadÃmique. [bonesha] | Gouvernance- Lâ€™OLUCOME trouve que le bÃtonnier de Bujumbura est en train dâ€™Ãtre pour seulement pour des raisons autres que celles ÃnumÃrÃes dans les diffÃrents actes dâ€™accusation. Le prÃsident de l'observatoire trouve Ãtonnant le fait que ceux qui ont dÃtournÃ dâ€™importantes sommes dâ€™argent appartenant au TrÃ Public ne sont pas du tout inquiÃtÃs et reÃvoient des honneurs de tous ordres. Gabriel Rufyiri trouve que prÃs de 600 milliards de nos francs de fonds publics ont ÃtÃ dÃtournÃs dans des dossiers impliquant les tÃnors du pouvoir actuel, mais au lieu de les poursuivre, la justice semble se tourner vers dâ€™autres personnes pour des motifs inconnus. Il trouve que la poursuite de ces dossiers devrait rendre un honneur Ã ces instances chargÃes des poursuites et au gouvernement lui-mÃme afin que les voleurs arrÃtent de voler. [isanganiro/rtr/rpa]- La PARCEM se dit ÃtonnÃ du fait que les programmes du gouvernement burundais en 2013 concernant la bonne gouvernance nâ€™ont pas pu Ãtre mis en application. Selon le prÃsident de cette association, il est dÃplorabile que la stratÃgie nationale de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption nâ€™a pas du tout marchÃ alors que tous les mÃcanismes Ãtaient prÃsents. Faustin Ndikumana estime quâ€™il y a un problÃme trÃs sÃrieux entre le monde syndical et le gouvernement qui fait que lâ€™application de cette stratÃgie soit problÃmatique Ãtant donnÃ que les syndicats accusent souvent le pouvoir de ne pas vouloir les traiter Ã leur juste valeur. Il trouve aussi quâ€™il y a manque de volontÃ politique dans le pays de pouvoir changer les choses. Il appelle le gouvernement Ã plus de conscience afin de corriger cette situation avec lâ€™annÃe qui nous entamons. [isanganiro/rpa] | Politique- Selon lâ€™ancien dÃputÃ burundais au sein de la communautÃ est-africaine, le Burundi est en train de violer les engagements pris lors de la conclusion du traitÃ rÃgissant la communautÃ des pays de lâ€™Afrique de lâ€™Est en ne se mettant pas ensemble avec le Rwanda, le Kenya et lâ€™Uganda dans la mise en place de la dâ€™identitÃ commune. Selon lui, lâ€™un des objectifs dâ€™une telle communautÃ est la libre circulation des biens et des personnes. Or, ce que ces trois pays viennent de mettre sur pied en lâ€™absence du Burundi sâ€™inscrit dans cette logique et les burundais ne peuvent pas en profiter. Il trouve que cette carte coÃterait Ã peine 10.000FBu et cela devrait faciliter les burundais qui entreraient dans ces pays au lieu dâ€™utiliser un passeport qui coÃte plus de 230.000FBu. Il conclutÃ que le Burundi serait en train de traÃner les pieds afin de continuer Ã encaisser de lâ€™argent en provenance de la vente de ces passeports.

Mais, il constate que le gouvernement veut engager le pays sur un chemin glissant de violation constante des engagements pris tant Ã lâ€™intÃrieur quâ€™Ã lâ€™extÃrieur. [bonesha]- Un militant du parti MSD de la commune Gihanga province Bubanza se dit inquiÃtÃ et terrifiÃ par les rondes nocturnes effectuÃes par les jeunes Imbonerakure Ã son domicile presque toutes les nuits. Cishahayo Vaclis trouve que ces jeunes ne lui veulent pas du tout du bien et ajoute quâ€™il a dÃcidÃ dâ€™aller porter plainte contre eux puisquâ€™il les dÃjÃ identifiÃs. Il assure aussi que si la population dÃcide de veiller afin de les capturer, ils seront considÃrÃs comme des malfaiteurs. Lâ€™administrateur de la commune Gihanga ainsi que le commissaire de la police dans la province de Bubanza font savoir que le travail de faire des rondes nocturnes appartient aux policiers et que toute autre personne qui sâ€™y invitera sera considÃrÃe comme un malfaiteur. [isanganiro/rpa] | SÃcuritÃ - Une personne a ÃtÃ arrÃtÃe sur la colline Taba de la commune Mutumba en province Karu ce mercredi en possession de 6 grenades. Ancien combattant du FNL-PALIPEHUTU, Niyonzima FÃlix a affirmÃ quâ€™il a emportÃ ces armes chez lui aprÃs la dÃmobilisation afin de se protÃger. Les autoritÃs judiciaires ont vite placÃ cette affaire dans la catÃgorie des affaires de fragrance et devant Ãtre traitÃe avec urgence. Ainsi, il a ÃtÃ aussitÃ t traduit devant le tribunal de grande instance de Ruyigi oÃ le procureur de la RÃpublique a requis contrÃ lâ€™accusÃ une peine dâ€™emprisonnement de 10ans. Le tribunal a annoncÃ que le verdict sera connu ce vendredi. Cette dÃcouverte dâ€™armes dâ€™tenues illÃgalement sur cette colline suscite des inquiÃtudes au sein de la population. En effet, 6 chargeurs garnis de balles avaient ÃtÃ dÃcouverts sur cette mÃme colline alors que dans les jours passÃs, un fusil de type Kalachnikov avait ÃtÃ dÃcouvert du cÃtÃ de la commune Shombo, tout prÃs du mÃme lieu. [isanganiro/rtnb]- Une somme de plus de 30 millions de nos francs a ÃtÃ volÃe dans lâ€™hÃtel Escalade de la ville de Kayanza ce mercredi soir. Selon des sources sur place, un groupe de personnes armÃes de fusil sâ€™est introduit dans cet Ãtablissement et a pointÃ des armes en direction de 4 rwandais qui venaient de vendre des vaches. Ces derniers qui ont donnÃ tout lâ€™argent dont ils disposaient aux inconnus qui ont aussitÃ pris le large. Selon ces mÃmes sources, il semblerait que les voleurs avaient suivis tous les mouvements de ces rwandais puis quâ€™aucune autre personne nâ€™a ÃtÃ dÃpouillÃe de son argent Ã cet endroit. La police indique que des personnes dont 2 employÃs de cet hÃtel ont ÃtÃ arrÃtÃes pour des raisons dâ€™enquÃte. [bonesha]- Attaque Ã main armÃe dans un mÃnage de la zone Shombo commune Muramvya la nuit de ce mercredi Ã jeudi. Selon lâ€™administrateur communal, il Ãtait vers 20h quand un groupe de personnes a fait irruption dans un mÃnage faisant deux blessÃs dont le chef de mÃnage et sa femme et violant leur fille. Ils se sont ensuite retirÃs vers un endroit oÃ ils ont ÃtÃ suivis par la population. Ils ont ÃtÃ surpris avec dâ€™autres biens volÃs dans dâ€™autres lieux. Des piÃces dâ€™Ãlargissement journaliÃes ont ÃtÃ retrouvÃes dans ce lieu et Marie Violette Nisubire prÃcise quâ€™il sâ€™agit sans doute de certains individus impliquÃs dernièrement des diffÃrentes prisons qui ont commis ce forfait. Elle ajoute quâ€™une de ces personnes, un

conducteur de moto dans la localité, a été arrêté et subit un interrogatoire à la police. Elle précise aussi qu'elle a rejoint une association avec les conducteurs de motos dans cette commune afin d'arrêter des mesures permettant de contrôler la circulation et ainsi mettre fin à ce banditisme qui devient de plus en plus fréquent dans cette zone.

[isanganiro/rtr/Bonesha] Economie - Comme la population de la province Ngozi, celle de la province de Muyinga n'a pas non plus répondu à l'appel de demander des engrais chimiques pour la saison culturale B. Selon des sources sur place, alors que la saison culturale A avait vu une demande de plus de 440 Tonnes d'engrais dans cette province, la saison culturale B a enregistré une demande d'une quantité ne dépassant pas 58 Tonnes seulement. Selon des informations recueillies auprès de la population, ces engrais coûtent très chers. A cela s'ajoute les problèmes liés au fonctionnement de la poste du Burundi qui ne leur facilite pas la tâche dans les paiements et le fait que certains habitants croient et pensent que ces engrais rendent leurs terres infertiles. Selon un responsable au sein de la DPPE Muyinga, cette explication est due à l'ignorance de la part de la population. En effet, ajoute-il, le gouvernement soutient la population à hauteur de 40% dans l'achat de ces engrais. Il profite ainsi de l'occasion pour démentir les rumeurs selon lesquelles les terres deviennent infertiles suite à l'introduction de ces engrais. [isanganiro]